



Madame la ministre,

Dans quelques minutes, nous reprendrons les discussions sur la réforme de la formation initiale et des concours censée entrer en vigueur dans quelques mois. Il était temps ! Mais nous ne pouvons pas commencer cette réunion en votre présence sans évoquer, brièvement, le lancement de la « Grande concertation » sur l'autorité à l'École, suite aux annonces de Gabriel Attal. Une vidéo YouTube, sans interactions possibles, aux commentaires désactivés. Un calendrier très serré qui va, une nouvelle fois, mettre sous tension tous les acteurs de la communauté éducative. Une seule réunion prévue avec les organisations syndicales, 5 jours avant vos premières conclusions. Mais de qui se moque-t-on ?!

Vous avez dit lors de votre introduction vendredi « l'autorité ne se décrète pas ». Effectivement, le rapport aux élèves se construit dans la confiance, avec un respect mutuel. Il doit en être de même pour le dialogue avec les organisations syndicales. Dans une École en crise, la précipitation, les passages en force et le mépris ne peuvent qu'aggraver la situation existante.

Or, la visio de vendredi semble confirmer que l'exercice relève davantage de la parodie de dialogue social que d'un échange approfondi qui permettrait de mettre en perspective les défis auxquels est confronté notre système Éducatif, qui ne limitent pas à la vision orientée et simpliste portée par le premier ministre. L'École mérite mieux que ce simulacre de dialogue social où l'École, ses élèves et ses personnels sont méprisés et réduits à de simples pions dans un exercice politicien.

*A Paris, le 6 mai 2024*